LES AIRES PROTÉGÉES FACE AU DANGER DE LA PRESSION DÉMOGRAPHIQUE ET DE LA PAUVRETÉ, CAS DU PARC NATIONAL DE VIRUNGA (RDC)

Par : BIMENYIMANA NYONI Janvier
Assistant à l'Institut Supérieur Pédagogique de NGUNGU

0. INTRODUCTION

Le Parc National des Virunga (RDC) et MGAHINGA NATIONAL PARK (Uganda) constituent ensemble le « Massif des Virunga », une zone qui fut l'objet d'une des premières initiatives de conservation transfrontière en Afrique. Le Massif des Virunga et Bwindi Impenetrable National Park (Uganda) sont les seuls massifs forestiers à abriter les gorilles de montagne, une sous-espèce menacée d'extinction. Cette région abrite également de nombreuses autres espèces de faune et de flore endémiques au Rift Albertin (**MINET, 2004**). De surcroît, ce massif, en particulier le côté Congolais au PNVi, attire de nombreux visiteurs et fait vivre beaucoup de gens grâce au développement de l'industrie touristique dans la région.

Cependant, depuis sa mise en réserve, en 1925, le PNVi a constamment été la cible des activités de défrichement à la recherche de nouvelles terres agricoles. Cette pratique a pris une grande ampleur entre les années 1960 et 1970 au moment où une vague d'immigrants est venue s'installer dans cette région mieux réputée pour sa fertilité grâce aux sols de laves (**JOST C., 1987**). Aujourd'hui, les atteintes à la souveraineté territoriale de ce parc existent toujours et ce, malgré les dispositifs légaux et institutionnels qui ont été mis en place par les autorités politiques de notre Pays dont l'application soufrent encore. À part l'action politique des différents gouvernements qui se sont succédés dans le Nord-Kivu. Cet espace protégé intéresse également les ONGs de conservation de la nature ayant leurs activités dans la région. Au bout du compte, on constate que ce parc est devenu un enjeu spatial de haut niveau où chaque acteur essaie de tirer son profit.

I. DES POTENTIALITES ÉCOLOGIQUES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES DU PNVI

Ce Parc national des Virunga créé en 1925 dans l'Est de la RDC fait partie de l'un de parcs nationaux que comptent la RDC et ce, malgré l'exiguïté territoriale nationale (26.338 km²).Situé au Nord-Ouest du pays, le long de la frontière entre la République Démocratique du Congo et l'Ouganda, ce parc est considéré comme le plus connu du pays car il abrite les gorilles de montagne (*Gorilla gorilla beringei*), principale attraction des touristes étrangers. À part cet intérêt au niveau international, ce sanctuaire a aussi une utilité écologique et socio-économique hors norme au niveau local et surtout national.

Ce point va essayer de retracer l'historique de la création de ce parc, puis de montrer son importance écologique et socio-économique à l'échelle locale, nationale et internationale. Enfin, il va évoquer les principaux acteurs impliqués dans la gestion. Ce patrimoine mondial de l'UNESCO est reconnu pour sa forme et ses habitants exceptionnels.

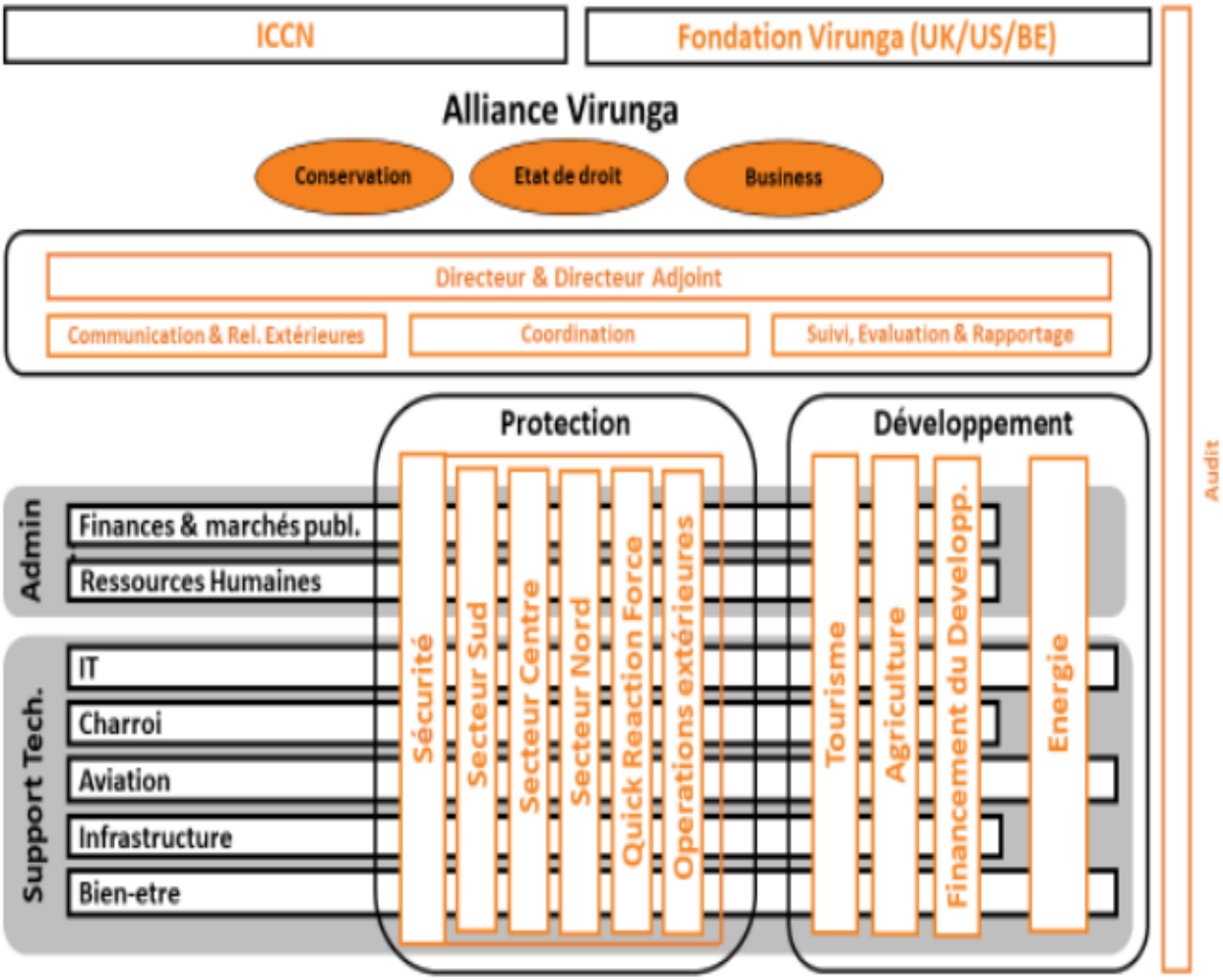
À sa création, il comprenait les trois montagnes volcaniques du Sud. Il fut plus tard agrandi vers le Nord pour y inclure les plaines de la rivière Rwindi, le Lac Edward et les Montagnes de la lune du Rwenzori.

Le parc national de Virunga situé dans une région profondément affectée par les effets de la guerre et des conflits armés depuis plus deux décennies. Virunga est la zone la plus protégée abritant la plus grande biodiversité du continent africain. Il est également engagé dans un ambitieux programme de développement connu sous le nom de « l'Alliance Virunga ». Il se focalise sur quatre domaines clés à savoir :

L'hydroélectricité, l'agriculture, la pêche durable, et le tourisme. Le PNVi travaille à la transformation économique de la région en créant des emplois. Cette approche novatrice, axée sur la communauté vise à réduire les dangers du parc, confronté aux groupes armés, au braconnage illégal à l'empiètement des terres.

Le PNVi comprend trois secteurs comprenant une diversité d'écosystèmes : Le secteur Nord défini par ses forêts alpines et les pics en neiges de montagnes de Ruwenzori, Le secteur Central situé autour du Lac Edward, de la vallée de la Rivière Ishasha et des plaines de la Rwindi, Le secteur Sud des Virunga, surtout connu par ses forêts tropicales des montages, ses volcans actifs, les Gorilles de montages qui vivent sur les flancs du volcan dormant.

Fig. 1 : Organigramme du parc national de Virunga



Source : Fondation Virunga

Fig. 2 : Centrale hydro-électrique de Matebe, volet énergie de l'Alliance Virunga

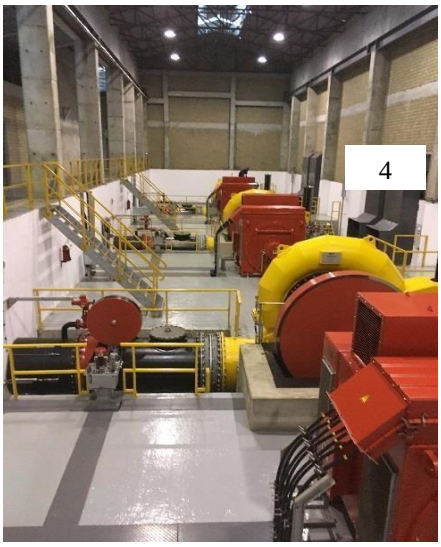
1



2



3



4



5





6

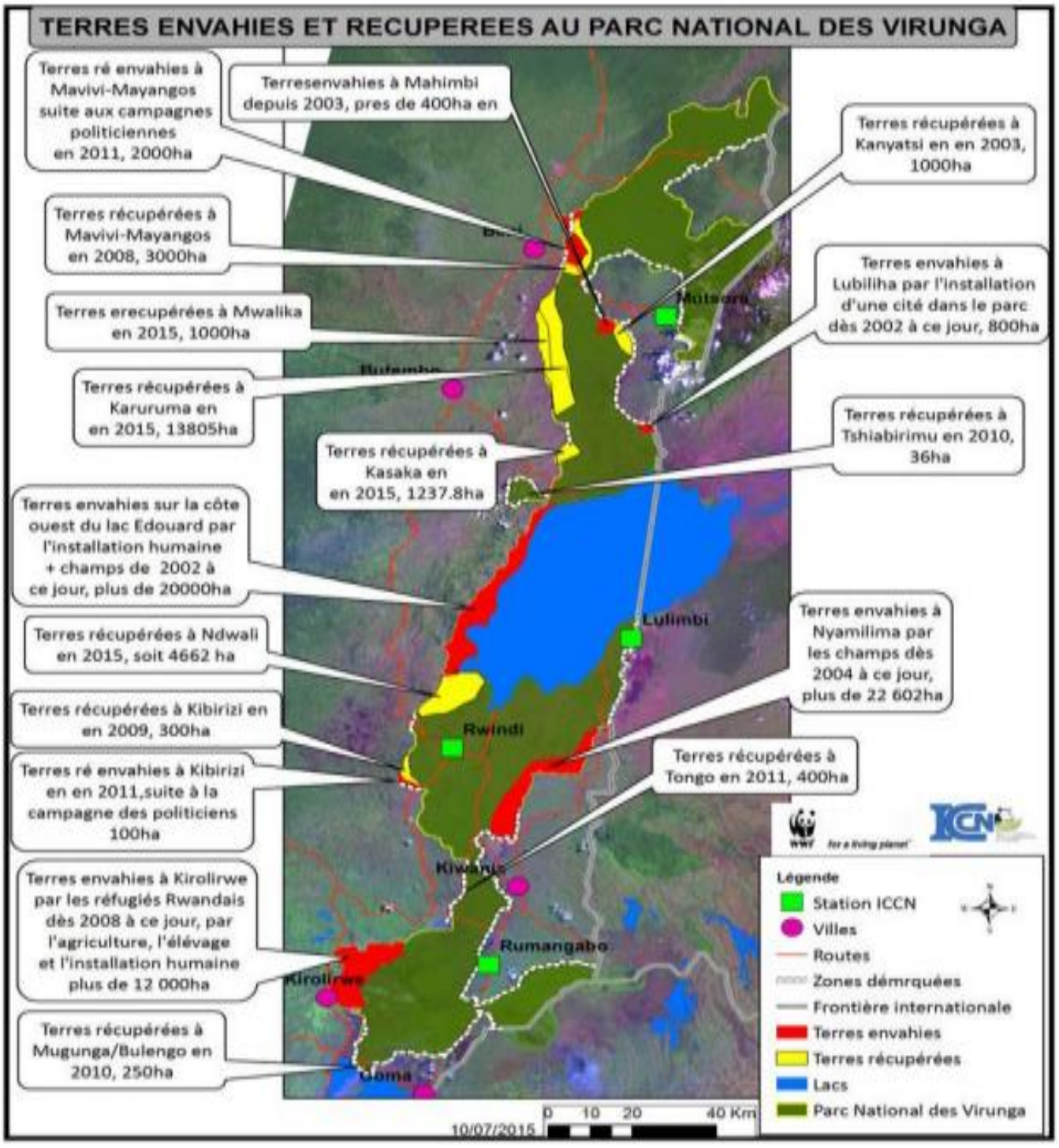
Source : Fondation Virunga

Le PNVi est la partie Congolaise de l'ancien Parc National Albert créé en 1925 par Albert 1er, le Roi du Royaume de Belgique.En effet, c'est en 1913 que le naturaliste américain Carl Akey qui visitait la chaîne des volcans découvre les gorilles de Montagne sur les volcans Mikeno, Karisimbi et Bisoke. Après son séjour, l'américain conseilla au roi des Belges de protéger cette espèce et de son habitat. Ce que le roi décida de faire en 1925 en créant le premier parc national du continent africain à savoir le Parc National Albert (**NZUZI L., 1999**).

En 1960, lors de l'indépendance du Congo Belge, le Parc National Albert fut scindé en deux pour donner à deux parcs nationaux distincts : le Parc National de Virunga (PNVi) au Congo indépendant et le Parc National des Volcans au Ruanda-Urundi alors sous tutelle belge. Après l'indépendance de la RDC, en 1962, le PNVi garda le même nom et sa gestion passa sous la responsabilité de la Direction des Eaux et Forêts au sein du Ministère de l'Agriculture. Depuis 1974 jusqu'à nos jours, cette gestion a été confiée à l'Office Rwandais du Tourisme et des Parcs Nationaux.

Il faut souligner que l'étendue du PNVi était jadis occupée par les populations locales, les Batwa forestiers en particulier. Pour eux, ce parc représentait des valeurs économiques et culturelles. Valeur économique parce que l'accès aux ressources du parc (miel, gibier de chasse, plantes médicinales, etc.) leur permettait d'assurer leur survie. Valeur culturelle parce qu'ils y exerçaient certaines cérémonies culturelles (cérémonies de purification, sites de funérailles) (**Kalimba Z., 2001**). A l'heure actuelle, on constate que toutes ces valeurs n'existent plus du fait que le parc est fermé depuis longtemps à la population et que les Batwa y ont été complètement expulsés à la fin des années 1970.

Fig. 3 : Terres envahies et récupérées par le parc national des Virunga

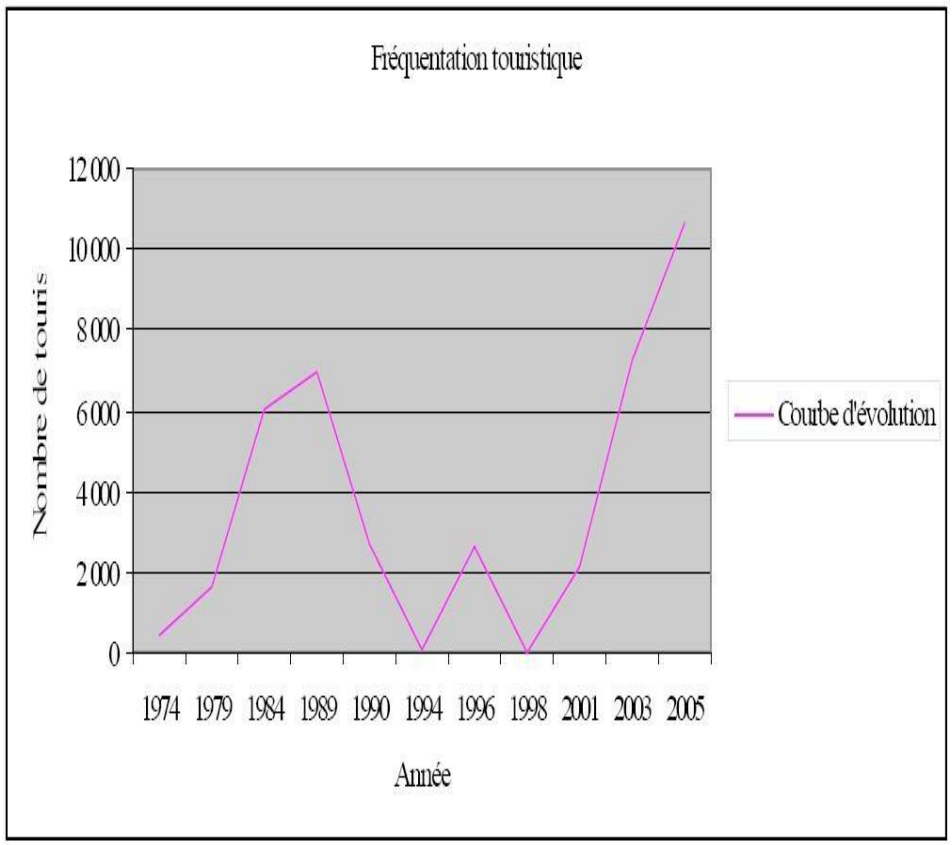


Source : Rapports ICCN du 10 juillet 2015

L'importance socio-économique se manifeste non seulement au niveau local, mais surtout aux échelons national et international. Au niveau local, ce parc joue un rôle capital de captage et de régulation des ressources régionales en eau. En effet, tous les cours d'eau, souterrains, prennent leurs sources dans la forêt du parc. De surcroît, une grande partie de la population riveraine s'y approvisionne en eau pendant la saison sèche au moment où tous les cours d'eau tarissent. Même si cette pratique est considérée comme illégale, elle est des temps à l'autre tolérée par les gestionnaires du parc. Par ailleurs, le PNVi représente une source d'emplois pour une partie de la population riveraine. Ceci devient possible grâce aux différentes activités qui se font à l'intérieur et à l'extérieur du parc tels que le transport des bagages des touristes, le métier des guides et des gardes, le travail dans des hôtels, etc.

Mais c'est réellement au niveau national que l'importance économique de ce parc se fait sentir. En effet, à l'heure actuelle le PNVi constitue la principale attraction des touristes étrangers grâce à la présence des gorilles de montagne. En 2005 par exemple, 10 641 touristes ont visité le parc avec au passage 3 005 783 de dollars américains récoltés. Ce qui est un record depuis que le PNVi a été ouvert aux activités touristiques en 1974.

Fig. 4 : La courbe d'évolution de fréquentation touristique du PNVi de 1974 – 2005



Source : MINET, 2006.

Toutefois, comme la figure ci-dessus le montre, le secteur touristique au PNVi a connu les périodes sombres au cours de la décennie 1990 suite aux conflits armés entre le gouvernement rwandais de l'époque et la rébellion du Front Patriotique Rwandais (FPR). Les massacres et le génocide de 1994, sans oublier les années difficiles qui ont suivi ces événements dans le Nord-Ouest du pays, n'ont fait que salir l'image de la région des Grands Lacs en général et celle du pays des mille collines en particulier. En 1998 par exemple, aucun touriste n'a visité ce parc puisque celui-ci était le bastion des rebelles venus de la République Démocratique du Congo (RDC). Ce n'est qu'au début du nouveau millénaire, après environ dix ans de conflits, que cette mauvaise image a commencé à disparaître. D'où, la reprise en douceur des activités touristiques dans le PNVi.

II. LES PRINCIPAUX DEFIS AUXQUELS EST CONFRONTE LE PNVI

Si l'on fait une analyse minutieuse, l'on constate que les paramètres démographiques et socioéconomiques des populations environnant le PNVi sont défavorables à la bonne gestion des ressources de ce parc. En effet, toutes les études prouvent qu'ils sont à la base de la plupart des menaces et des atteintes qui pèsent aujourd'hui sur la biodiversité de cet écosystème unique au monde.

2. 1. Pression démographique

La pression démographique est une menace permanente pour la survie des ressources du PNVi. Selon plusieurs écrits scientifiques, la partie septentrionale de la région des Grands Lacs (Burundi, Nord-Kivu et Kivu montagneux) enregistre des densités humaines qui atteignent aujourd'hui des seuils asiatiques. C'est pour cette raison, d'ailleurs, que Thibon C. souligne que « cette zone serait à l'Afrique, toutes propositions gardées, ce que le Golfe du Bengale est au sous-continent indien » (**Thibon C., 1992**).

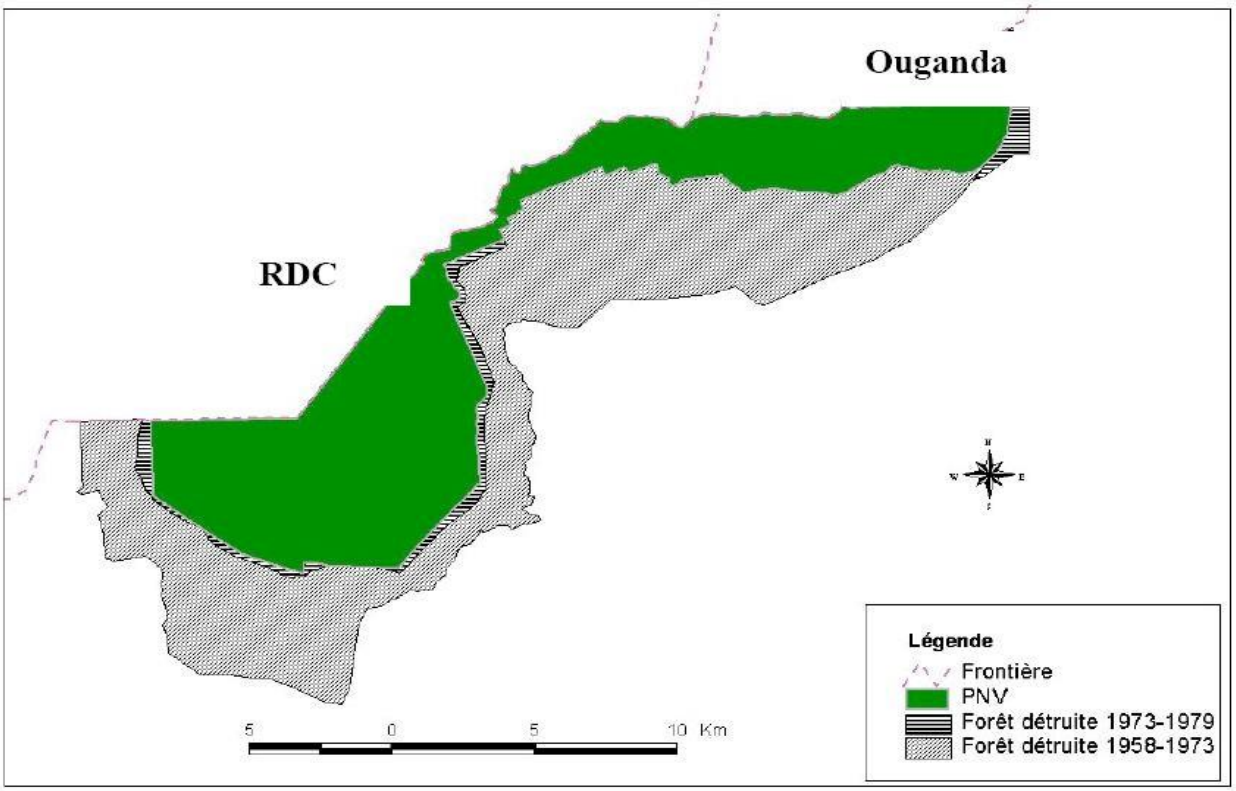
Au Nord-Kivu, cette densité est plus élevée qu'ailleurs puisqu'elle ne cesse d'augmenter au fil des années. De 143 habitants/km² en 1970 en effet, elle est passée de 188 en 1978, 272 en 1991, 309 en 2002, et 344 en 2006. Là aussi il ne s'agit que d'une moyenne nationale étant donné qu'il existe des différences à l'intérieur du pays. C'est ainsi que des densités au niveau des districts localisés sur le plateau central et dans le Nord-Ouest du pays dépassent les 1000 habitants/km².

Cette situation reste préoccupante de telle manière qu'en l'absence de mouvements d'émigration de grande envergure ou des processus d'urbanisation ou tout simplement l'ouverture à d'autres activités (non agricoles bien sûr), le doublement de la population aura pour corollaire une densification extrême du milieu rural qui, à son tour, engendrera de fortes perturbations sur l'environnement et le mode d'organisation de l'espace **(CAMBREZY L., 1984)**. C'est dans ce cadre que la pression démographique sur toutes les aires protégées du pays constitue une menace potentielle pour la politique de conservation

de la nature au Nord-Kivu et la situation du PNVi est plus alarmante par rapport aux autres parcs et réserves naturelles du pays.

D'après la figure ci-dessus, nous constatons que la pression démographique autour de ce parc est très forte. C'est d'ailleurs à cause de cette pression humaine que la superficie de ce parc a connu une régression assez spectaculaire entre les années 1960 et 1970. D'après plusieurs témoignages, appuyés par les photographies aériennes, ce parc couvrait une grande partie du piémont des volcans à la fin des années 1950. Mais pour résoudre le problème de manque de terres qui se faisait sentir à l'époque, les autorités belges ont autorisé en 1958 le défrichage de 7 000 ha de forêt en vue de l'installation humaine **(Jost C, 1987).**

Fig. 5 : Évolution spatiale du PNVi entre 1958 et 1979



Source : Rapport ICCN

Selon la figure ci-dessus, on remarque qu'une grande partie de la superficie du PNVi a été défrichée et ce, durant les années 1960 et 1970. Ce défrichement a eu, bien sûr, des conséquences écologiques négatives. Parmi les plus fâcheuses, on notera la perte d'une grande partie de la biodiversité du parc suite à l'amputation des zones les plus basses. En effet, c'est à ce niveau (altitude inférieure à 2400 m) que se concentraient beaucoup d'espèces animales et végétales dont le bambou, aliment préféré des gorilles (ICCN, 2004). Aujourd'hui, les rares espèces qui restent sont celles qui peuvent résister à des conditions orographiques et climatiques assez difficiles. Or, il n'y en a pas beaucoup.

Depuis les années 1980, ce défrichement organisé par l'État au profit de la population a complètement disparu. Suite Toutefois, il a laissé la place aux petits grignotages pratiqués par la population en vue d'étendre leurs lopins de terres. Aujourd'hui, ces actes individuels ont également disparu suite à la construction, depuis 2004, d'un mur de protection empêchant les animaux du parc de piétiner les cultures des populations.

2.3. La pauvreté des populations vivant autour du PNVi

C'est un défi est réel pour tous les projets de conservation de ses ressources, toute personne qui souhaiterait contribuer à la gestion durable des ressources du PNVi ne peut ignorer aujourd'hui que la pauvreté qui règne à ses alentours constitue le principal défi à ses intentions. Cette pauvreté est due à plusieurs raisons. Nous citons entre autres la petitesse des terres cultivables, la non maîtrise des techniques agricoles modernes, la quasi-absence des activités non agricoles génératrices de revenus, etc. D'après une récente étude socio-économique effectuée dans tous les districts riverains du PNVi, 75 % des ménages de ces districts vivent en dessous du seuil de la pauvreté, c'est-à-dire qu'ils gagnent moins de deux dollars par jour (**NKURUNZIZA N., 2003**). Cette vie précaire s'explique par le fait que la majorité de la population est agricole (plus de 90%). En effet, l'agriculture est de loin la principale activité économique de la région. Même si les conditions écologiques de la région sont favorables à beaucoup de cultures vivrières (pomme de terre, haricot, sorgho, blé, petit pois et maïs) et industrielles (le pyrèthre en particulier), les techniques culturales restent traditionnelles, cela ne favorise pas les bonnes récoltes. De surcroît, cette agriculture est soumise au problème de manque de terres suite à la pression démographique. Comme conséquence, la mise en jachère est aujourd'hui impossible pour la quasi-totalité de la population, et les sols ont déjà montré quelques signes d'épuisement car ils sont surexploités.

Au bout de compte, les gestionnaires du PNVi se trouvent aujourd'hui dans une situation délicate où ils constatent que le PNVi est en train de devenir un terrain de bataille où les besoins de la population riveraine se font concurrence avec ceux des animaux sauvages.

2.4. Les innervations de réduction de menaces du PNVi : une goutte d'eau dans l'Océan

Depuis la création des aires protégées au Nord-Kivu au début du 20ème siècle, les populations habitant autour de ces espaces ont été complètement ignorés. La politique de conservation les considérait comme les ennemis numéros un des aires protégées. Pour cela, une série de lois et de règles assez sévères a été mise en place afin de sanctionner les récalcitrants. Cette politique policière a été appliquée jusqu'en 2003 au moment où le MINET a décidé de rompre avec cette mauvaise tradition en mettant en place une nouvelle

politique de conservation visant à faire participer les populations dans la gestion durable de ces espaces (**ICCN, 2007**).

Pour remplir cette mission, un département chargé de la conservation communautaire a été créé. Dans peu d'années de son existence, ce département a essayé de faire le nécessaire afin de prendre le contre-pied de la politique classique mais le chemin reste encore très long. Les moyens humains, matériels et financiers restent insuffisants compte tenu des activités à réaliser. Cependant, grâce au partenariat existant entre le MINET et les ONGs de conservation opérant dans la région. Toutes ces activités entrent dans les trois politiques du MINET à savoir la politique d'éducation et de sensibilisation, celle de la promotion des activités non agricoles génératrices de revenus ou celle de partage des revenus tirés du tourisme.

2.5. La politique d'éducation et de sensibilisation

Pour bien gérer les ressources du PNVi, la politique d'éducation et de sensibilisation en matière de conservation de la nature est très indispensable car elle contribue à changer positivement les attitudes des populations vivant autour de ce parc. Comme nous l'avons évoqué dans les paragraphes précédents, le PNVi continue à faire face à des pressions permanentes de la part des populations locales et à subir une gamme étendue d'activités illégales. La meilleure solution à tous ces problèmes serait à la fois d'éduquer et de sensibiliser ces populations sur les atouts socio-économiques et écologiques de cet espace protégé, sans oublier les problèmes qu'il pose dans la région où il se trouve.

Jusqu'à l'heure actuelle, le processus est en cours. Dans le secteur de l'éducation formelle par exemple, cela devient facile parce que les responsables du MINET au niveau du PNVi, en collaboration avec les ONGs partenaires, ont créé des clubs de l'environnement dans plusieurs écoles primaires et secondaires. Leur nombre s'élève aujourd'hui à 355 au niveau du primaire et 25 au niveau du secondaire. Dans le secteur de l'éducation non formelle, la situation se complique un peu car il faut attendre des réunions organisées par les autorités politico- administratives de la région pour faire passer le message. Dans le cas contraire, le travail est assuré par les Animateurs de Conservation (ANICO) qui ont déjà reçu une formation en matière de conservation de la nature. Mais cette formation s'avère peu solide étant donné que le niveau d'instruction de ces ANICO est très bas, (**MINET, 2006**).

Il est intéressant de constater qu'il y a aujourd'hui un nombre non négligeable de braconniers qui ont accepté de changer leurs mauvaises habitudes en se reconvertissant dans d'autres activités comme l'apiculture moderne ou l'artisanat. En outre, grâce au travail d'éducation et de sensibilisation, certains individus parviennent à dénoncer les membres de leurs familles qui s'attaquent aux ressources du parc.

Toutefois, le chemin à parcourir reste encore très long. En effet, il faut avouer que cette campagne d'éducation et de sensibilisation nécessite des moyens humains, logistiques et financiers non négligeables. Non seulement le personnel de terrain manque une formation très solide dans le domaine de la conservation de la nature mais aussi il est insuffisant compte tenu de la grandeur du terrain de travail. En outre, le matériel didactique fait défaut. C'est ici que l'apport de tout un chacun serait le bienvenu. La main est encore tendue vers les ONGs de conservation, sans oublier le Gouvernement Congolais.

2.6. La promotion des activités génératrices de revenus non agricoles

Comme nous l'avons évoqué précédemment, la précarité des populations vivant autour du PNVi vient du fait que ces communautés n'ont aucune autre activité sauf l'agriculture. Or, nous avons montré comment cette dernière a déjà atteint ses limites en matière de rendements à la suite de plusieurs motifs. En conséquence, une partie de cette population en proie à la misère, s'en prend illégalement aux ressources du PNVi afin de subvenir aux besoins de base. Pour pallier à ce problème inquiétant, certaines ONG partenaires de l'ICCN s'investissent dans le développement socio-économique de ces communautés riveraines du parc.Il s'agit en particulier du Programme International de Conservation des Gorilles (PICG) et de *Gorilla Organization* (ex-Dian Fossey Gorilla Fund Europe, DFGFE). Ces deux ONG ont bien compris qu'il est quasi impossible de bien protéger les ressources du PNVi tout en ignorant la pauvreté qui fait rage dans le milieu humain environnant. En collaboration avec l'ICCN, elles se vantent aujourd'hui d'être le symbole de la nouvelle approche de conservation participative autour du PNVi.

Même si aujourd'hui on peut dire que les résultats ne sont pas à la hauteur des besoins de la population, il faut avouer quand même que le plus dur a été déjà fait. Le fait de descendre au milieu des paysans pauvres pour proposer, puis financer un petit projet générateur de revenus constitue en soi une grande victoire dans le domaine de la conservation au Rwanda. C'est vrai que le Nord-Kivu est en retard par rapport aux autres provinces de pays de l'Afrique de l'Est comme le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda ; mais mieux tard que jamais.

Sur le terrain, la population cible pour ces activités est composée, d'une part, par les ex destructeurs des ressources du parc comme les braconniers et les coupeurs de bois et de bambou ; d'autre part, les communautés Batwa, qui jadis, habitaient à l'intérieur du PNVi. Ce qui est tout à fait logique vu le degré d'implication de ces deux catégories de population dans la dégradation des ressources du PNVi. En effet, une étude récente a pu montrer que les Batwa vivant autour du parc sont de loin les tueurs des animaux du parc étant donné qu'ils considèrent toujours le PNVi comme leur mère nourricière (**Kalimba Z., 2001**). Actuellement, les projets déjà entrepris concernent l'apiculture moderne en dehors des limites du parc. L'Agriculture durable pour aider les communautés locales d'augmenter leur

production agricole et atténuer le conflit quasi permanent liés aux limités qui séparaient le domaine de chasse et le parc.

En effet, on ne peut se réjouir du pas déjà franchi dans la réalisation du projet de construction du barrage de Matebe par Virunga SARL dans le cadre toujours d'une gestion rationnelle de PNVi au Nord-Kivu car il reste beaucoup à faire pour soulager la population locale riveraine du parc.

III. CONCLUSION

En définitive, nous pouvons dire que le PNVi est aujourd'hui au cœur d'un « enjeu spatial » majeur où de plus en plus de populations humaines et d'animaux se retrouvent sur un espace exigu. Une situation qui crée une redoutable concurrence au niveau de l'occupation du sol. Cette concurrence se traduit sur le terrain par de vives tensions entre les trois principaux acteurs impliqués dans la gestion du PNVi en RDC qui sont, rappelons-le, les communautés locales, l'État et les ONG nationales et internationales de conservation de la nature.

Les solutions jusqu'ici apportées par l'ICCN, État congolais et ses ONGs partenaires apaisent la situation mais elles ne peuvent pas résoudre complètement les deux principales menaces qui pèsent lourdement sur les ressources du PNVi, à savoir la pression démographique et la pauvreté de la population riveraine. La meilleure solution, selon nous, proviendra de l'engagement total de l'acteur État à travers les administrations décentralisées ; c'est-à-dire signé des partenariats publics-privés avec d'autres acteurs privés capables de redresser la gestion du PNVi ; c'est-à-dire les villes et les Provinces riveraines de cet espace protégé. Ces derniers doivent s'engager, non seulement dans la politique de planning familial engagée par le gouvernement central selon l'esprit de notre constitution, mais aussi dans la politique de réduction de la pauvreté qui est en place depuis l'an 2000. D'après les objectifs du millénaire pour le développement.

IV. BIBLIOGRAPHIE

4.1. Ouvrages

- CECILE THIBON, *« Politiques de l'environnement dans la région des grands lacs », Afrique contemporaine*, n° 161, 230-238, 1992.
- NZUZI LELO Francis, *« Les guerres au Congo-Kinshasa et la destruction du Parc National des Virunga », Acta géographia,* n° 120, 50-62, 1999.
- ROSSI GIUSEPPE, *« Ingerence écologique, environnement et développement rural du Nord au Sud »*, paris, CNRS Edition, 2000.

4.2. Rapports

- ICCN, *Guide pour l'éducation communautaire en matière de conservation de la nature au Rwanda*, Kigali, MINET, 2007.
- ICCN, KAYIJAMAHE E., *Le Parc National des Volcans. Plan de zonage,* Butare, MINET/PICG/CGIS-NUR, 2004.

4.3. Thèses et mémoires

- CAMBREZY LUC, le surpeuplement en question, organisation spatiale et écologie des migrations au Rwanda, Paris, ORSTOM (thèse de doctorat du 3^{éme} cycle : géographie : Paris EPHE) 1984.
- ICCN, *Populations et aires protégées en Afrique de l'Est (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie*), Pessac, Université Michel de Montaigne Bordeaux III (Mémoire de DEA), 2002.
- NKURUNZIZA N., *Etude de faisabilité pour l'établissement des entreprises agropastorales et forestières à impact positif sur la gestion conservatoire des ressources naturelles et de l'environnement,* Ruhengeri, PICG, 2003.